



HAL
open science

Les pays du Sud-Caucase. Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie

Raphaël Jozan

► **To cite this version:**

Raphaël Jozan. Les pays du Sud-Caucase. Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie. Les Études du CERI, 2013, n°202, pp.30-36. hal-04357676

HAL Id: hal-04357676

<https://sciencespo.hal.science/hal-04357676>

Submitted on 15 Mar 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Deuxième partie

Les pays du Sud-Caucase

Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie *par Raphaël Jozan*

L'année 2013 a été marquée par un flottement politique dans l'ensemble de la région, qui a contribué à accentuer une tendance à la morosité économique. La croissance a en effet été moins importante que prévu, en particulier en Géorgie où les analystes n'ont cessé de revoir les prévisions à la baisse (2,5 % contre 6 % prévus, alors que le pays enregistrait une moyenne de 6 % depuis 2005). Ce flottement politique résulte d'abord de la concordance d'échéances électorales importantes, avec la tenue des élections présidentielles dans chacune des trois Républiques du Sud-Caucase au cours de l'année 2013 (février en Arménie, septembre en Azerbaïdjan et octobre en Géorgie). Si les élections ont conduit, en Arménie et en Azerbaïdjan, au maintien des présidents en place et ont été entachées de fortes suspicions de fraudes électorales, elles ont vu la victoire en Géorgie du candidat de la coalition Rêve géorgien, et donc l'éviction du candidat du parti de Mikhaïl Saakachvili.

Le climat d'incertitude avait commencé à s'installer avec le retournement politique inattendu issu des élections législatives géorgiennes d'octobre 2012, la sévère défaite du parti du président Saakachvili, et la prise du pouvoir par la coalition emmenée par le milliardaire Bidzina Ivanishvili, devenu depuis Premier ministre. Si cette élection a été exemplaire dans son organisation et peut être interprétée comme l'installation de pratiques démocratiques dans une région historiquement marquée par la persistance de pouvoirs autocratiques et d'alternances réalisées par la violence, les pratiques de l'exercice du pouvoir qui ont suivi, l'arrestation de plusieurs anciens membres du gouvernement déchu, le discrédit systématique des politiques menées pendant dix ans par Mikhaïl Saakachvili, la montée de mouvements homophobes, xénophobes et islamophobes, et l'augmentation de la criminalité, ont créé un climat d'incertitude qui a contribué à la perte de vitesse de l'économie, en Géorgie et dans la région.

Il y a de fortes chances pour que ce climat perdure. Malgré la décision de Bidzina Ivanishvili de renoncer au poste de Premier ministre, de très fortes suspicions s'expriment, selon lesquelles il continuerait de diriger le pays informellement par le truchement des nombreux proches et anciens employés positionnés à des postes clefs de l'Etat, en particulier Garibashvili, son ex-assistant personnel, qu'il a désigné pour lui succéder au poste de chef du gouvernement.

De manière plus structurelle, les incertitudes économiques sur la région résultent de la crise économique des pays de l'Union européenne et de la Russie, elle-même touchée par la crise européenne et la baisse des cours de l'énergie fossile et des matières premières. A cela s'ajoute le désintérêt des Etats-Unis pour la région, manifeste depuis 2007 et qui s'affirme avec le temps. Les gouvernements des trois Républiques ont un temps espéré pouvoir s'arrimer à l'Europe, mais celle-ci, touchée par la crise des dettes publiques et marquée par une absence de vision partagée en matière de politique étrangère et de politique d'intégration de nouveaux membres, n'offre pas de perspectives plus attirantes que certains accords de voisinage.

Les développements de l'année 2013 ont apporté une confirmation de l'absence de soutien américain et européen, avec le dénouement du projet Nabucco, abandonné en juin 2013 après quinze ans de pourparlers et de négociations. Largement soutenu pendant dix ans par les institutions centrales européennes (la Commission en particulier) et par les Etats-Unis, ce projet a été écarté au profit du TAP (Trans-Adriatic Pipeline). Moins ambitieux, demandant une levée de fonds moins importante (un investissement de 1,5 milliard de dollars contre 10 milliards), il a été choisi dans un contexte d'incertitudes croissantes sur les marchés du gaz. La sélection du TAP scelle le dénouement d'une bataille économique et politique autour du contrôle des marchés du gaz en Europe, sur lesquels la Russie garde une position de monopole d'approvisionnement pour un grand nombre de pays (en particulier de l'est de l'Europe) que le projet Nabucco visait à briser.

Le choix de TAP signe une victoire diplomatique de Moscou qui a largement œuvré à orienter les investissements. Certains analystes disent que la Russie a certainement mis la pression sur le gouvernement azéri pour qu'il soutienne TAP au lieu de Nabucco. Le pouvoir de Bakou a longtemps adopté une position équilibrée entre la Russie et l'Occident, et a privilégié son indépendance vis-à-vis de la Russie en mettant en place au cours des années 1990 et 2000 l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), première route alternative à la route russe pour la sortie du gaz de la Caspienne vers l'Europe. Il a finalement trouvé un compromis avec son allié russe, qui cherche à sceller un partenariat renouvelé avec lui. Au demeurant, le projet TAP assure à l'Azerbaïdjan le *leadership* de l'approvisionnement en gaz vis-à-vis des producteurs centrasiatiques (le Turkménistan, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan).

Les considérations de politique intérieure azérie ont certainement joué dans ce choix. En perte de vitesse, le gouvernement voit progresser une opposition qui n'hésite plus à s'exprimer dans la rue, malgré la répression, et il redoute le vent de révolte qui a emporté plusieurs régimes autocratiques dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, en particulier celui qui bouleverse la Syrie. Le soutien des plans gaziers russes est requis pour obtenir un soutien ultérieur de la Russie, en cas de soulèvement. Cette dernière est le principal pourvoyeur d'armes du pays (un contrat d'un milliard de dollars a été signé, quelques jours seulement avant l'annonce du rejet du projet Nabucco).

L'année 2013 a été marquée par une autre victoire diplomatique de la Russie dans la région : l'annonce par le président Serge Sarkissian, le 3 septembre 2013, du choix de l'Arménie de se tourner vers l'Union douanière eurasiatique (UD) créée à l'initiative de Vladimir Poutine. L'annonce du président arménien a pris l'Europe de court, plus de deux mois avant la tenue du sommet du Partenariat oriental de Vilnius. Ce choix aura des implications régionales importantes, alors que le pays ne dispose pas de frontière commune avec la Russie, et consolidera ainsi la position de la Géorgie comme pays de transit. Comment l'expliquer ? Une analyse de Francisco Carneiro pour la Banque mondiale publiée en 2013 considère que la Russie sera certainement à court terme le principal bénéficiaire de cette union, et que les bénéfices de long terme seront tributaires de la réalité des dispositifs mis en œuvre pour faciliter le commerce entre les pays de l'UD et éradiquer les barrières non-tarifaires imposées par les dysfonctionnements et la corruption des douanes. Il semble que l'Arménie ait choisi par défaut, face à l'absence d'une véritable proposition alternative offerte par l'Europe, alors que la perspective d'adhésion à cette dernière était économiquement et politiquement attractive pour les classes moyennes et les nouvelles élites souvent formées dans les pays occidentaux. Le choix du Président a également été fait sous la pression du gouvernement russe en ce qui concerne la distribution du gaz et l'annulation de dettes.

L'état se resserre autour de la Géorgie, occupée pour 20 % par l'armée russe qui a poursuivi l'annexion de nouvelles portions de territoire au cours de l'année et mis en place murs et barbelés en bordure des régions occupées en 2013, accentuant la pression sur le pouvoir de Tbilissi. Malgré l'objectif explicite de se rapprocher de la Russie, le gouvernement de Bidzina Ivanishvili a maintenu un discours ferme vis-à-vis des territoires occupés, confirmant l'intention de la Géorgie de devenir membre de l'OTAN et de l'Europe. Mais face au manque d'engagement de l'Europe et au ralentissement de la croissance de la Turquie (investisseur majeur dans le pays), on se demande si la Géorgie devra s'aligner sur les orientations politiques et économiques proposées par la Russie.

On note d'ailleurs une certaine montée en puissance de l'axe Nord-Sud au cours de l'année 2013 en ce qui concerne le développement des infrastructures, et notamment le développement d'une ligne de chemin de fer entre l'Iran et l'Arménie, pour un budget de 2 milliards de dollars, qui pourrait être connectée à la ligne qui traverse l'Abkhazie. A cela s'ajoute le projet de « corridor » routier Nord-Sud de plus de 500 kilomètres, qui relierait l'Iran au grand axe géorgien Est-Ouest, et pour lequel la Banque asiatique de développement finance 500 millions sur un budget total d'un milliard de dollars. L'axe Nord-Sud n'éclipse cependant pas l'axe Est-Ouest, et notamment la ligne de chemin de fer Bakou-Tbilissi-Kars, pour laquelle l'investissement azéri (435 millions de dollars) avait été

suspendu à cause des déclarations de Bidzina Ivanishvili lors des premières semaines suivant son arrivée au pouvoir en 2012, déclarations rapidement rectifiées étant donné la nécessité pour la Géorgie de composer avec l'Azerbaïdjan, premier investisseur du pays.

Géorgie

La croissance géorgienne a largement dévissé en 2013, année également marquée par une baisse des investissements directs étrangers, passés de 29 % à 23 % du PIB entre 2012 et 2013. Cette baisse d'activité a suscité des déceptions à l'égard du nouveau gouvernement, dont le Premier ministre avait promis des changements rapides pour sortir de l'ère du parti UNM (fondé par le président Saakachvili). Finalement, le taux de chômage et le niveau de pauvreté sont toujours aussi élevés, en particulier dans les campagnes, largement délaissées dans la stratégie de développement menée après la « révolution des roses ». Fidèle à ses promesses de campagne, le milliardaire Ivanishvili a actionné quelques réformes marquées du sceau « politique sociale », en particulier la mise en place d'une assurance santé universelle et un renforcement du droit en faveur des employés. Ces réformes sont finalement bien maigres, comparées à la virulence de la critique des stratégies menées antérieurement, et les nouveaux membres du gouvernement ont découvert les faibles marges de manœuvre de l'Etat en matière économique, dans un contexte de pénurie d'investissements directs étrangers. Le pays vit toujours sous perfusion de l'argent envoyé par les travailleurs migrants (805 millions de dollars au cours de la seule période comprise entre janvier et juillet, selon les chiffres de la Banque centrale de Géorgie, à comparer à 1,33 milliard de dollars pour l'ensemble de l'année 2012, ce qui était déjà un record). Avec la baisse de la croissance et des rentrées fiscales, le gouvernement accuse un déficit budgétaire inquiétant de 800 millions de dollars pour 2013, qui tranche avec la rigueur budgétaire des précédents gouvernements.

La principale rupture apportée par le gouvernement Ivanichvili est l'accent explicitement mis sur l'agriculture, qui avait déjà fait l'objet d'une attention particulière en 2011 de la part de l'administration Saakachvili. Celle-ci avait mis en place des mesures dont l'impact s'était finalement révélé très minime sur le développement du secteur. De fait, l'agriculture avait littéralement été laissée à l'abandon et n'attirait que 1 % des investissements, souvent des acquisitions de terres dans un objectif spéculatif. La nouvelle prise en considération de l'agriculture par l'actuel gouvernement est réelle, et se manifeste par une augmentation de la part du budget alloué au secteur qui devrait passer de 3 à 5 % entre 2012 et 2016. La priorité est la mise en place d'un dispositif permettant de faciliter l'accès des agriculteurs au crédit, le ministre de l'Agriculture désirant répliquer le succès de la création (en 1996), sur le modèle du crédit coopératif agricole, de la banque arménienne ACBA, aujourd'hui la première banque généraliste d'Arménie. La sécurisation foncière est le deuxième axe prioritaire, alors que l'on considère que 30 % des agriculteurs ne possèdent pas de titre de propriété. En 2013, un moratoire a été mis sur l'acquisition de la terre par les étrangers, avec l'interdiction de vendre à ces derniers jusqu'à la fin de 2014. Enfin, il faut signaler la mise en place d'un fonds (Agriculture and Rural Development Fund) qui serait mobilisé pour la construction d'infrastructures, en particulier d'irrigation et de drainage. Les enjeux et les besoins sont énormes, comme l'ont bien compris les bailleurs, qui vont apporter leur soutien en assistance technique (l'Union européenne accordera 40 millions d'euros). A cet égard, il sera crucial de trouver une bonne synergie entre experts, ministères, agriculteurs, bailleurs et banques, centres de formation, etc. Le risque est certainement de mettre trop l'accent sur les infrastructures ou les organisations paysannes, sans que soit pensée la question d'accès aux marchés. L'enjeu est d'en trouver de nouveaux, en particulier au Moyen-Orient ou dans l'espace postsoviétique (surtout en Russie), beaucoup plus qu'en Europe, mais on sait combien ces marchés peuvent être difficilement accessibles et instables, et pas forcément plus équilibrés pour les agriculteurs.

Le marché intérieur est certainement aussi une cible qui doit être une priorité. Les évolutions, depuis la fin de 2012 et pendant l'année 2013, du secteur de la distribution doivent être suivies de près dans cette perspective. Depuis l'entrée du géant français Carrefour, le secteur vit une révolution. Jusqu'alors, les grandes chaînes de la distribution s'approvisionnaient à l'étranger, avec des marges très importantes sur certains produits pouvant aller jusqu'à 80 %, la production intérieure étant pratiquement totalement écartée du modèle économique à l'œuvre. Carrefour a établi un modèle très différent, selon lequel le profit est réalisé par le placement de la trésorerie dégagée par les ventes, et où les marges sont faibles, modèle qui peut remettre en selle les productions locales, en particulier pour le « frais ». Par ailleurs, la présence d'un acteur de rayonnement mondial est bien entendu un atout qui doit être utilisé, pour exporter des produits à travers ses chaînes logistiques, comme c'est déjà le cas pour l'eau minérale géorgienne vers le Moyen-Orient où Carrefour est présent. Bien entendu, le risque est de voir un monopole de Carrefour s'installer et une captation de la rente, jusqu'ici maîtrisée par un petit nombre de chaînes de distribution.

Hormis l'agriculture, on n'enregistre pas de véritable programme économique clair. On ne peut citer que l'annonce de la création de deux fonds d'investissement (Private Equity Fund et Sovereign Wealth Fund) construits sur les mêmes bases que ceux du Partnership Fund créé par l'administration Saakachvili, c'est-à-dire sur le capital d'entreprises d'Etat (Georgian Railway, Georgian Oil and Gas Corporation, Georgian State Electrosystem, Electricity System Commercial Operator), sans que la dimension opérationnelle de ces fonds soit clairement présentée. L'expérience de la fin du régime Saakachvili démontre que ces instruments n'apportent pas nécessairement de changements économiques structurels. Par ailleurs, la manipulation de tels instruments, maîtrisés par l'Etat, doit être faite avec précaution, dans un souci de respect de la concurrence et de rationalité des investissements.

Azerbaïdjan

Pour la troisième année consécutive, l'Azerbaïdjan a vu ses exportations d'hydrocarbures diminuer en 2013 (-2,1 %), en particulier via l'oléoduc BTC (-3 %). La baisse est moindre qu'entre 2011 et 2012, mais, ajoutée à l'impact de fortes importations du fait de l'achat de blé, de biens manufacturés de consommation, et d'équipements pour les infrastructures énergétiques, elle contribue à la diminution du solde de la balance commerciale (13 % du PIB en 2013). L'année a également été marquée par d'importantes importations d'armes, à l'initiative d'un gouvernement qui multiplie les discours sécuritaires, dirigés directement à l'encontre de l'Arménie, et, indirectement, des mouvements d'opposition intérieurs. La balance commerciale devrait cependant s'améliorer dès 2014, grâce à une augmentation annoncée de la production d'hydrocarbures (Chirag-Ginashli), mais restera pénalisée par les importations de technologies destinées à la mise en place de nouvelles infrastructures.

Le pays enregistre une croissance de 4 %, révisée à la hausse par le FMI en octobre, le premier semestre ayant été bien meilleur qu'en 2012 (5 % contre 1,5 %). L'aspect notable de cette croissance est que le secteur des hydrocarbures couvre maintenant moins de la moitié du PIB, du fait du développement des autres secteurs de l'économie (+10 % en 2013). Les services de la construction en particulier restent, hormis l'énergie fossile, les secteurs qui portent la croissance, et contribuent d'ailleurs à maintenir une importante bulle immobilière dans la région de Bakou. Le secteur agricole est lui aussi actif, avec une croissance de 5 % en 2013, qui devrait perdurer grâce aux investissements publics réalisés à travers l'entreprise publique Agroleasing.

Une diversification de l'économie a été incluse dans le document « Azerbaïdjan 2020, un regard vers le futur », signé par le président Aliiev le 7 janvier 2013. Ce document prévoit le doublement du PIB par habitant, à travers le développement des secteurs autres que celui de l'énergie fossile. La priorité est mise sur l'encouragement de l'innovation et la promotion de l'industrie de la connaissance. L'année 2013 a d'ailleurs été déclarée celle des technologies de l'information et des télécommunications,

dans un pays qui veut combler un retard important dans ce domaine par rapport à ses deux voisins géorgien et arménien, et prétend même vouloir devenir un « *hub* régional des technologies de l'information et des communications (TIC) ». Depuis 2008, on enregistre une croissance du secteur des TIC de l'ordre de 20 % par an, ce qui témoigne d'un certain volontarisme de l'Etat. Il est devenu le deuxième en termes d'attraction d'investissements directs étrangers, après celui de l'énergie. Le gouvernement a mis les bouchées doubles en 2013, avec la création d'une université pour les technologies de l'information, d'un fonds pour leur développement, et d'un parc *high-tech*. Le fonds SOFAZ, alimenté par les revenus tirés des exportations d'hydrocarbures (35 milliards de dollars capitalisés en 2013), apporte sa contribution pour le financement (550 millions de dollars) du haut-débit, qui doit couvrir l'ensemble de Bakou en 2015. L'Azerbaïdjan a lancé avec succès son premier satellite (AzerSpace-1) le 8 février 2013, et l'opérateur AzerCosmos projette d'en envoyer un deuxième dans l'espace. L'Azerbaïdjan cherche à se positionner comme tête de pont de mégaprojets d'infrastructures de l'information, comme par exemple Tasim (Trans-Euroasian Super Information Highway). Bakou veut s'imposer dans le secteur et a accueilli en décembre la conférence inaugurale des Nations unies sur la cybersécurité.

Le développement des énergies alternatives est également évoqué dans le document du gouvernement. Selon celui-ci, à l'horizon 2020, l'Etat projette d'avoir levé 7 milliards de dollars d'investissements dans les énergies alternatives : hydro, solaire, éolien (selon SAARES, l'agence publique consacrée au développement d'énergies renouvelables et alternatives, l'Azerbaïdjan aurait déjà investi, en 2013, 380 millions de dollars dans le secteur). Ce projet trouve le soutien des organisations internationales (IFC, KfW en particulier) qui y voient un moyen d'encourager une alternative au développement de l'économie à travers l'énergie fossile, mais aussi une porte pour changer la gouvernance d'un secteur énergétique hautement maîtrisé par la puissance publique, à travers des projets de petite ampleur qui pourraient être portés par le secteur privé.

La question de la gouvernance de l'économie, dans un pays rongé par la corruption, reste en effet un point crucial, et les orientations proposées par le gouvernement ne pourront se réaliser de manière durable que si l'environnement des affaires s'améliore et si les initiatives du secteur privé sont encouragées. Le secteur bancaire reste très concentré (40 % des actifs sont détenus par la première banque du pays), et les lignes de crédit bénéficient rarement à un tissu d'entreprises privées mal développées, l'attention étant toujours monopolisée par le secteur des hydrocarbures et par l'importante décision évoquée ci-dessus d'adoption du projet TAP qui transportera le gaz des champs de production de Shah Deniz.

Arménie

Les performances économiques de l'Arménie se sont détériorées en 2013, avec une croissance revue à la baisse à 4,6 % contre 7,2 % pour l'année 2012. L'économie arménienne est touchée tant en raison du ralentissement de la croissance russe qu'à cause des répercussions de la crise européenne. De fait, les investissements des uns et des autres ont littéralement chuté, de 60 % au cours de l'année par rapport à 2012. Le déficit des comptes courants avec l'extérieur est en baisse, grâce, conjointement, à l'augmentation des exportations de cuivre dans le secteur des mines et aux envois de fonds par les travailleurs expatriés. Malgré cela, le déficit des comptes courants reste très lourd du fait du maintien d'un niveau très élevé d'importations de biens manufacturés et d'équipements qui engendre un déficit commercial de près de 2 milliards de dollars pour 2013. Conséquence de la baisse des exportations vers l'Iran qui a augmenté ses capacités de production au cours de 2013, la production d'électricité a baissé de 3 %.

L'augmentation des cours de l'énergie au niveau national – de 27 % pour le prix de l'électricité et, temporairement en juillet, de 18 % pour le gaz importé – ainsi que des prix des produits alimentaires

ont contribué à alimenter, en 2013, une plus grande inflation que celle qu'avait anticipée la Banque centrale. Par ailleurs, des perturbations météorologiques (d'importantes chutes de grêle en mai 2013) ont endommagé les cultures de certaines régions, provoquant de lourdes pertes pour des milliers de familles et exploitations agricoles, et contribuant à fragiliser le tissu rural. Ces différents facteurs ont alimenté le mécontentement de la population.

Dès lors s'impose comme ligne de force de l'action du gouvernement la stratégie de développement définie, dès 2011, autour de onze secteurs regroupés en six ensembles : l'alimentation, la santé, le tourisme, la joaillerie et la taille du diamant, l'industrie *high-tech*, et les industries minières. L'idée est de tirer le pays d'une économie centrée sur l'exploitation et l'exportation des matières premières, vers une économie à valeur ajoutée. Comme son voisin azéri, le gouvernement arménien développe la rhétorique autour du pari de l'innovation et de l'économie de la connaissance.

L'agriculture reste tout de même une priorité nationale, avec une prévision de 5 % de croissance pour 2014. Depuis le lancement en 2010 du programme de reprise des terres abandonnées (31 000 hectares), le pays enregistre une croissance de 26 % de la production de blé, largement soutenue et organisée par l'Etat qui prend en charge l'achat à la Russie de semences Super Elite et a réhabilité en 2011 deux centres logistiques, mis en place au cours de la période soviétique et laissés à l'abandon pendant au moins vingt ans. Au total, les fonds publics pour l'agriculture devraient augmenter de 23 % en 2014 par rapport à 2013. Le développement du secteur des mines est lui aussi mis à contribution par l'octroi de nouvelles licences, ce qui suscite des réactions de l'opposition en raison des incidences sur l'environnement. C'est ainsi que l'exploitation de la mine de Teghut par Armenian Copper Program, qui devait commencer en 2013, a été perturbée par un important mouvement environnemental, car de nombreuses lois auraient été transgressées au cours de l'octroi de la licence.

Alors que les investissements privés restent en berne et que le secteur bancaire (même s'il apparaît bien capitalisé) demeure fragile du fait de sa forte dollarisation, le gouvernement ressent bien l'enjeu que représente sa propre capacité à investir et à financer les prestations sociales. On comprend la mise en lumière, au cours de l'année 2013, de « l'économie souterraine » par le ministère des Finances, estimée par le ministre David Sargsyan entre 30 et 40 % du PIB. Les marges de manœuvre du gouvernement sont faibles et expliquent la décision récente du Président d'essayer de tirer parti de l'Union eurasiatique, ce qui risque cependant de relancer le pays vers une certaine inertie, celle d'une économie tirée par le secteur des mines et de l'agriculture et dépendante de facteurs extérieurs contingents (fonds envoyés par les expatriés et travailleurs à l'étranger). La décision prise par les autorités arméniennes d'adhérer à l'Union douanière a déjà trouvé sa récompense puisque le prix du gaz importé de Russie a été ramené, le 8 décembre 2013, au niveau du tarif intérieur russe de 180 dollars le millier de mètres cubes.

Principaux indicateurs économiques

Arménie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB (nominal, milliards de dollars)	8,5	9,4	9,9	10,6	11,1
Croissance du PIB	-14,1	2,2	4,7	7,2	4,6
PIB par tête (en dollars)	2656	2938	3094	3317	3469
Prix à la consommation (taux d'inflation)	3,5	7,3	7,7	2,5	7
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-7,7	-5	-2,9	-1,6	-2,2
Dette publique (% du PIB)	34,7	33,3	35,1	38,9	41,7
Exportations (milliards de dollars)	1,3	1,9	2,4	2,6	2,8
Importations (milliards de dollars)	3,7	4,1	4,8	5	5,5
Balance commerciale (milliards de dollars)	-2,4	-2,2	-2,4	-2,4	-2,8
Balance courante (% du PIB)	-15,8	-14,8	-10,9	-11,3	-10

Sources : FMI, *Regional Economic Outlook Update : Middle East and Central Asia*, novembre 2013
(p) : prévision

Azerbaïdjan

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB (nominal, milliards de dollars)	43,1	54,4	72,2	73,8	76,4
Croissance du PIB	9,3	5	0,1	2,2	4
PIB par tête (en dollars)	4843	6112	8112	8291	8581
Prix à la consommation (taux d'inflation)	1,6	5,7	7,9	1	3,7
Solde des administrations publiques (% du PIB)	6,6	14	13,3	4,1	-4,5
Dette publique (% du PIB)	11,8	11,1	10	11,6	14,1
Exportations (milliards de dollars)	22,8	28,5	37,2	35	33,2
Importations (milliards de dollars)	9,9	11	15,9	17,7	19,5
Balance commerciale (milliards de dollars)	12,9	17,5	21,3	17,3	13,7
Balance courante (% du PIB)	23	28	26,5	21,5	13,3

Sources : FMI, *Regional Economic Outlook Update : Middle East and Central Asia*, novembre 2013
(p) : prévision

Géorgie

	2009	2010	2011	2012	2013 (p)
PIB (nominal, milliards de dollars)	10,7	11,7	12,9	13,7	14
Croissance du PIB	-3,8	6,3	7,2	6,1	2,5
PIB par tête (en dollars)	2432	2659	2932	3111	3188
Prix à la consommation (taux d'inflation)	1,7	7,1	8,5	-0,9	-0,3
Solde des administrations publiques (% du PIB)	-9,2	-6,6	-3,6	-3	-3,3
Dette publique (% du PIB)	37,3	39,2	33,9	32,3	32,9
Exportations (milliards de dollars)	3,2	4,1	5,2	6,1	7
Importations (milliards de dollars)	5,3	6,1	7,9	9,1	9,1
Balance commerciale (milliards de dollars)	-2,1	-2	-2,7	-3	-2,1
Balance courante (% du PIB)	-10,5	-10,2	-11,8	-11,5	-6,5

Sources : FMI, *Regional Economic Outlook Update : Middle East and Central Asia*, novembre 2013
(p) : prévision